

POLITIQUE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

PLAN D'EXÉCUTION 2019-2022

Le présent document a pour but d'informer les parties prenantes externes d'EDC des activités principales qu'elle entreprendra pour mettre à exécution sa Politique sur les droits de la personne lancée le 1^{er} mai 2019.

CONTEXTE

EDC a procédé à l'examen des politiques de son Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux, y compris sa Déclaration sur les droits de la personne de 2008. Dans le cadre de cet examen, nous avons entamé un processus rigoureux de mobilisation des parties prenantes au cours duquel nous avons consulté des clients, des employés, la société civile, des associations industrielles, des membres du Conseil d'administration, le Conseil consultatif sur la RSE et l'actionnaire. À l'issue de ce processus, nous avons lancé la Politique sur les droits de la personne, une politique autonome qui énonce les principes et les engagements qui guideront l'approche de la Société relativement aux droits de la personne et au processus décisionnel interne visant les transactions qu'elle soutient.

ACTIVITÉS ET ÉCHÉANCIERS

Notre Politique sur les droits de la personne est alignée sur les [Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU](#) (les « Principes directeurs de l'ONU ») et aborde d'autres avancées et normes internationales pertinentes. Ce plan d'exécution fournit des détails sur les nombreux processus et éléments déjà mis en place par EDC pour atteindre cet alignement et décrit les principaux secteurs sur lesquels nous concentrerons nos efforts pour combler les écarts restants. Le tableau qui suit indique les dates auxquelles nous estimons atteindre ces objectifs. Au moins une fois par année, nous ferons un compte rendu des progrès accomplis.

Engagements	Activités	En place	2019	2020	2021-2022
1. Responsabilité à l'égard des droits de la personne	Aligner les responsabilités d'EDC en matière de droits de la personne sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme en ce qui concerne nos employés et nos relations d'affaires avec nos clients.	✓			
	Évaluer les écarts, le cas échéant, entre l'approche d'approvisionnement d'EDC et les attentes des Principes directeurs de l'ONU en vue du prochain examen de la Politique, soit en 2022.				✓
	Développer la formation initiale sur les Principes directeurs de l'ONU et le contenu de la Politique	✓			

	sur les droits de la personne avec la haute direction d'EDC et tous les employés.				
	Assurer la formation, l'éducation et le renforcement des capacités de façon continue sur les éléments clés de la Politique sur les droits de la personne (y compris pour le Conseil d'administration d'EDC, la haute direction et les équipes commerciales internes concernées). <i>Nota</i> – le besoin de renforcement des capacités sera évalué annuellement après 2019.		✓		
2. Processus de contrôle préalable en matière de droits de la personne	Élaborer et mettre en œuvre des processus de contrôle préalable pour tous les produits d'EDC.	✓			
	Communiquer les principes directeurs du contrôle préalable de la Société en matière de droits de la personne qui portent sur les éléments des sections 2, 2.1 et 2.2 considérés comme « en place ».		✓		
2.1 Priorités	Définir et intégrer des facteurs de risque élevé qui orientent les priorités d'EDC quant au contrôle préalable de l'ensemble de ses produits (ex. : situation dans le pays, antécédents des partenaires d'affaires, activités commerciales associées à la transaction, présence de personnes vulnérables).	✓			
	Pour chaque transaction, tenir compte de la probabilité et du niveau de gravité d'une atteinte réelle ou potentielle aux droits de la personne pour savoir sur quels éléments concentrer nos efforts en matière de contrôle préalable.	✓			
2.2 Évaluation du client	Pour les transactions qui comportent des risques élevés, élaborer et mettre en œuvre un processus servant à évaluer la capacité d'un client à gérer les atteintes réelles ou potentielles graves aux droits de la personne.	✓			
	Présenter les principes directeurs d'EDC quant au contrôle préalable en matière de droits de la personne pour certains secteurs à risques élevés que la Société juge pertinents (ex. : TIC, industrie du vêtement).			✓	
	Planifier l'élaboration de nouveaux principes directeurs encadrant le contrôle préalable de problèmes liés à des secteurs spécifiques ou aux droits de la personne. <i>Nota</i> – Le choix de ces principes dépend tant de l'évolution des droits de		✓		

	la personne que des besoins opérationnels de la Société.				
2.3 Influence	En se basant sur une évaluation interne, présenter les principes directeurs sur la façon dont EDC utilise et cherche à augmenter son influence à l'égard des clients qui doivent composer avec des risques élevés en matière de droits de la personne.				✓
2.4 Surveillance	Établir un processus officiel pour surveiller et gérer le bilan des transactions liées à un projet qui comportent des risques élevés pour les personnes.	✓			
	Après l'avoir élaboré et appliqué, communiquer le processus officiel visant à surveiller et à gérer le bilan des transactions non liées à un projet ¹ qui comportent des risques élevés pour les personnes.				✓
3. Mesures correctrices	En se basant sur une évaluation interne, présenter les principes directeurs sur la façon dont EDC utilise son influence pour que des mesures correctrices soient prises quand une transaction comporte un risque réel d'atteinte grave aux droits de la personne.				✓
4. Communication avec les parties prenantes	Définir et mettre en œuvre une approche encadrant les discussions sur les affaires et les droits de la personne avec les parties prenantes externes.			✓	
5. Suivi et rapports sur le bilan en matière de droits de la personne	Déclarer chaque année le nombre de vérifications effectuées au chapitre des droits de la personne.	✓			
	En se basant sur les pratiques exemplaires de suivi et de rapports dans l'industrie (selon un point de référence interne), dresser annuellement un portrait détaillé du bilan d'EDC en matière de droits de la personne.				✓
6. Participation active à l'uniformisation des règles du jeu	Exercer un rôle influent dans l'industrie et auprès des organismes de normalisation, y compris les spécialistes de l'environnement et des enjeux sociaux de l'OCDE et les Principes de l'Équateur.	En cours			
	En se basant sur une évaluation interne, déterminer les outils de gestion des risques qui peuvent être offerts à nos clients,				✓

¹ Les *transactions non liées à un projet* font référence aux transactions effectuées par EDC appartenant à différentes catégories de produits, telles que le financement, y compris les prêts aux entreprises, lorsque la majorité des fonds ne sont pas destinés au financement d'un projet, ainsi que divers produits d'assurance et de cautionnement.

	particulièrement aux PME dont les activités comportent un risque réel ou potentiel d'atteinte grave aux droits de la personne.				
--	--	--	--	--	--